
Le 13-05-2016

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Par le Parti de la démondialisation (*Pardem*)

Le 14 mai 2016

Le président de la République et son gouvernement n'ont qu'une chose en tête : satisfaire l'appétit, pourtant par nature insatiable, du MEDEF et de la Commission européenne, et donc des néolibéraux, en faisant table rase de toutes les conquêtes sociales. Le dernier avatar de cette frénésie de réformes néolibérales est le projet de loi Travail dit loi « *El Khomri* ».

Devant la protestation populaire, le gouvernement a dû revenir sur des dispositions prévues à l'origine. Ces concessions mineures étaient destinées à planter le décor du théâtre d'ombre.

Le MEDEF et les néolibéraux assumés sont mécontents car le texte « *ne va pas assez loin...* ». Les organisations syndicales, les autres partis « *de gauche* » et les mouvements citoyens demandent le retrait du projet de loi.

Seuls le PS et la CFDT sont, comme d'habitude, satisfaits du pseudo-équilibre d'un texte qui en fait consacre la casse du code du travail et un recul sans précédent de toutes les normes sociales !

Mais la situation politique est dangereuse pour F. Hollande :

- camouflet du refus de la loi sur la déchéance de nationalité - dans laquelle il avait pourtant escompté une victoire facile ;
- score important du FN – la créature échappe à son maître ;
- demandes agressives et répétées du MEDEF – fin des 35h, « *négociations* » par entreprises et non par branches, travail du dimanche, travail des séniors, diminution ou suppression des « *charges sociales* » etc ;
- score le plus bas d'un président de la République dans les sondages – 13% ;
- ras-le-bol des français qui ne supportent plus les mensonges, les combines et la politique d'austérité.

Le candidat Hollande voit dans la décomposition de sa fin de règne une occasion de redorer son blason et de reprendre la main. Il missionne E. Macron pour récupérer des voix à droite, avec l'association de malfaiteurs « *En marche* ». Il missionne les « *frondeurs* » pour récupérer des voix à « *gauche* », en simulant une « *opposition de gauche* ».

C'est le sens de la tragi-comédie de la motion de censure « *de gauche* ». Le cinéma sans risque. On prépare

une motion dont on sait à l'avance qu'elle ne se sera pas déposée et on précise que l'on ne soutiendra pas celle présentée par « *la droite* »... dont on sait qu'elle ne sera pas votée...

Ecran de fumée pour faire passer la loi scélérate dite loi « *El Khomri* », montrer ses muscles sans risque et tenter d'imposer une image d'homme déterminé, de réformateur bravant les obstacles et d'avenir. Aussi réformateur et décidé qu' A. Juppé ou E. Macron par exemple... et puis « *de gauche* ».

Les frondeurs n'ont jamais eu l'intention de faire tomber le gouvernement. D'autant plus qu'en coulisses ils négocient les investitures aux législatives ou aux sénatoriales. Ils ne seront pas exclus non plus : il est plus simple de maîtriser une aile gauche à l'intérieur plutôt qu'à l'extérieur.

La droite non plus n'a jamais eu l'intention de faire tomber le gouvernement. Comme le dit Philippe Gosselin (député LR de la Manche), la droite aurait refusé de voter une motion de censure de gauche. « *On ne peut pas mélanger des choux et des carottes. On renverse Valls ? Pour mettre qui ? Pour faire quoi ?* ».

Comediante ! Tragediante !

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire